

**6 Société et Culture**

**Front social/ Grève des agents de la Société gabonaise de transport (Sogatra)  
Suspension du service minimum**



Photo : SNN

Desormais, plus de service minimum à la Sogatra jusqu'à satisfaction des revendications des agents.



Photo : SNN

Saturnim Ebienga, président du Sycotec et son collègue du Synatec, Doudi Ledoumou, sont revenus sur les raisons de ce durcissement du mouvement de grève.

**Sveltana NTSAME NDONG**  
Libreville/Gabon

*C'est la décision prise hier, en assemblée générale, par les agents en grève depuis plus de deux semaines. Celle-ci ferait suite à la non-prise en compte de leurs revendications par la tutelle.*

**APRÈS** plus de deux semaines de grève "sans suites favorables", les employés de la Société gabonaise de transport (Sogatra) ont dé-

cidé de passer la vitesse supérieure, en mettant un terme au service minimum qu'ils observaient depuis le début de leur mouvement. Cette décision a été prise hier, à l'unanimité, au cours d'une assemblée générale, tenue à la base de la Sogatra, sise au Camp de police de Libreville.

« La décision finale de cette assemblée est l'arrêt total des activités de la Sogatra. Nous sommes à sept mois de salaires impayés, et nous avons, lors du début de ce

mouvement, le 24 septembre dernier, mis en place un service minimum. C'était juste le temps de permettre à la direction générale et au ministre des Transports et de la Logistique de trouver des solutions au préalable qui a été posé. Malheureusement, plus de deux semaines après, il n'y a pas de solutions, le préalable n'est pas réglé. Ils nous ont payé un maigre mois, celui de mars. Mais cela ne suffit pas. Et nous revenons à la case départ. Ce matin, l'assemblée générale a décidé de

la fermeture totale du portail et l'arrêt du service minimum des activités », a indiqué Cyrille Gaston Ndoudi Ledoumou, président du Syndicat national des agents administratifs, des techniciens et conducteurs (Synatec). Le seul préalable posé par les agents pour la reprise de leur activité est le paiement de deux mois de leurs salaires. Ce qui n'aurait pas été fait jusqu'ici. « Nous avons demandé comme seul préalable à la levée de la

grève, le paiement de deux mois collés. Si on nous paye un maigre mois en période de rentrée scolaire, comment allons-nous, nous en sortir ? L'année dernière, nos enfants n'ont pas appris et, jusqu'à présent, ils sont assis dans les maisons. Donc, qu'allons nous faire avec un seul mois ? » s'est indigné Saturnin Ebienga, président du Syndicat des conducteurs et techniciens (Sycotec). Aussi, les grévistes en appellent-ils aujourd'hui à

l'arbitrage du président de la République, Ali Bongo Ondimba. « Nous disons que l'Etat n'a qu'à faire quelque chose, que le président regarde un peu Sogatra. Parce que là, trop, c'est trop! » ont-ils dénoncé. Rappelons qu'à l'origine de cette grève, le personnel de la Sogatra réclame sept mois d'arriérés de salaires, le règlement de la dette à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et le rétablissement de l'assurance-maladie.

**Installations anarchiques des câbles électriques et conduites d'eau à Libreville  
A qui incombe la responsabilité ?**



Photo : R.H.A

Très souvent, cds cables dangereusement enchevêtrés.



Photo : R.H.A

Une dame essayant de remettre un câble électrique raccordé à son domicile.

**Rudy HOMBENET ANVINGUI**  
Libreville/Gabon

*C'est la question que se posent nombre d'observateurs, au vu de l'ampleur que prend ce phénomène d'enchevêtrement de fils électriques et de tuyaux d'alimentation en eau à travers les quartiers de la capitale. Une situation qui n'est pas sans risques.*

**LE** constat est alarmant. Dans la grande majorité des quartiers de la capitale, il n'est pas rare de voir des câbles électriques, parfois nus, jonchant le sol. Idem pour des tuyaux de conduite d'eau. Le phénomène est grandissant et ne semble pas inquiéter grand monde. Melen, PK12, Ondogho, Montalier ou même Bikélé, sont des quartiers

qui n'échappent pas à ce phénomène. La vue de ces câbles électriques n'échappe à personne mais, surtout, continue d'exposer les populations riveraines aux risques de drames tels que des incendies ou des électrocutions. Notamment les enfants. Généralement, ces câbles de courant sont enchevêtrés et suspendus sur des supports non conventionnels tels que des poteaux de fortune et des morceaux de chevrons. Chacun rafistole, attache, branche et se débrouille comme il peut, pour amener jusqu'à son domicile, ces signes de la modernité. Un seul objectif : que la lumière soit ! Peu importe les moyens utilisés et les risques encourus. Ces fils, visibles souvent à proximité des habitations, représentent véritable-



Photo : R.H.A

Ces supports non conventionnels permettent à la fois d'amener les conduites d'eau et les fils électriques vers les habitations.

ment un danger. Surtout pour les enfants, plusieurs fois surpris en train de s'en

servir comme balançoire dans certaines zones. Il n'est pas aussi rare de

rencontrer des situations cocasses, mais tout aussi dangereuses, où des véhicules passant dans les secteurs concernés coupent ces câbles. La situation est telle que beaucoup commencent à se demander si la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) ne serait-elle pas complice de ce phénomène qui se propage à une vitesse démesurée. Et une chose reste certaine : tant que le ministère de l'Énergie et la SEEG ne favoriseront pas l'accès facile, et dans les normes, à l'eau et à l'énergie, les populations se débrouilleront toujours de la sorte. Elles continueront toujours à acheminer, jusqu'à leur maison, l'électricité par ces moyens risqués. Récemment, nous avons surpris une dame essayant de raccorder, à mains nues,

des câbles électriques à sa maison. Ils s'étaient détachés et se rapprochaient dangereusement de la route : « Je constate que mon fil s'est détaché, il faut bien que je l'arrange », nous a-t-elle confié. À la question de savoir pourquoi ne contacte-t-elle pas la SEEG, elle répond : « A quoi servirait-il de les appeler ? Ils ne viendront jamais si je ne prévois pas leur Coca. » Pour un autre riverain, la société distributrice d'énergie doit convenablement faire son travail pour éviter ce genre de décor insalubre et dangereux. « Retirer ces câbles serait une bonne idée et surtout plus qu'urgent. Non seulement pour notre sécurité, mais aussi pour la propreté de nos quartiers. Car, il faut le dire, les voir traîner est peu reluisant », avance-t-il.